

12.2 Épargne - Patrimoine

Fin 2016, le **patrimoine** économique **national** s'élève à 14 023 milliards d'euros, soit 7,7 fois le **produit intérieur net** de l'année. Il accélère nettement après une légère augmentation en 2015 (+ 3,1 %, après + 1,2 %). Cette reprise est portée par la hausse du patrimoine non financier, due en premier lieu à l'accélération du patrimoine en terrains bâtis, logements et autres constructions. Les actifs et les passifs financiers augmentent respectivement de 3,8 % et 3,9 %, après respectivement + 5,0 % et + 5,1 % en 2015. Le solde du patrimoine financier net s'établit à - 163 milliards d'euros en 2016. En 2016, les **fonds propres des sociétés non financières (SNF)** progressent à un rythme élevé. Comme en 2015, cette croissance s'explique notamment par la poursuite de la hausse du prix des actions ainsi que des prix immobiliers. En 2016, les **fonds propres des sociétés financières** croissent de nouveau fortement. Le bilan de ces sociétés est principalement constitué de stocks importants d'actifs et de passifs financiers, dont le solde est faible en comparaison des encours. En 2016, leur patrimoine net connaît une chute apparente sous l'effet des changements de méthode comptable de l'assurance-vie, qui induisent au passif des sociétés financières un effet symétrique de la revalorisation de l'actif des ménages. Sans cet effet, leur patrimoine net augmenterait de 1,8 %. En 2016, le patrimoine net des **administrations publiques (APU)** continue de diminuer.

En 2016, le **patrimoine des ménages** accélère légèrement à la faveur de la progression des prix de l'immobilier. La valeur du patrimoine en constructions et terrains progresse. Elle est soutenue par la hausse des prix de 2,0 %, après une baisse en 2015 pour les logements anciens, et par le dynamisme de la construction neuve : le nombre de logements commencés en cours d'année s'accroît, après un recul en 2015. Les placements bancaires s'intensifient, l'encours en numéraire et dépôts progressant. Les **ménages** favorisent les plans d'épargne-logement. L'encours des actions et parts de fonds d'investissement décélère. Les ménages bénéficient d'une valorisation des actions en 2016 tandis que le flux d'acquisition net est légèrement négatif. Du côté des passifs, l'encours de crédits obtenus par les ménages augmente. En effet, la hausse de crédit reste portée par la progression des prix et des transactions de logements.

En 2015, 54,9 % des salariés du secteur marchand non agricole, soit 8,6 millions de salariés, ont eu accès à au moins un dispositif de participation, d'intéressement ou d'**épargne salariale** ; 7,0 millions de salariés ont ainsi bénéficié d'un complément de rémunération. Le **plan d'épargne entreprise**, qui couvre 46,3 % des salariés, demeure le plus répandu des dispositifs car il sert de principal support de versement des primes de participation et d'intéressement. ■

Définitions

Épargne salariale : ensemble de dispositifs dont l'objectif est d'associer les salariés aux résultats de leur entreprise et de favoriser l'épargne collective et le développement des investissements des entreprises.

Patrimoine national : patrimoine des résidents sur le territoire national. Il repose sur la propriété d'actifs économiques susceptibles de faire l'objet de transactions. En particulier, il ne comprend pas les monuments historiques.

Administrations publiques (APU), épargne des ménages, fonds propres, ménage, patrimoine, plan d'épargne entreprise (PEE), produit intérieur net (PIN), revenu disponible brut des ménages (RDB), sociétés financières, sociétés non financières (SNF), taux d'épargne des ménages, taux d'épargne financière, taux d'investissement en logement : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Le patrimoine économique national en 2016 – Une nette augmentation », *Insee Première* n° 1681, décembre 2017.
- « Participation, intéressement et épargne salariale : les sommes versées sont en forte hausse en 2015 », *Dares Résultats* n° 55, août 2017.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2017.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Patrimoine national des secteurs institutionnels fin 2016

en milliards d'euros

	Ménages ¹	Sociétés non financières	Sociétés financières	Administrations publiques	Ensemble de l'économie nationale
Actifs non financiers	7 507	4 457	270	1 952	14 186
dont : constructions et terrains	6 816	2 563	210	1 665	11 254
logements	3 580	680	41	61	4 362
autres bâtiments et génie civil	166	783	64	935	1 948
terrains bâtis	3 070	1 100	105	669	4 944
machines et équipements	45	518	15	33	611
Actifs financiers²	5 111	7 365	13 199	1 268	26 943
dont : numéraires et dépôts	1 433	566	3 312	128	5 439
titres de créances	65	52	3 503	66	3 686
crédits	10	1 323	3 059	117	4 509
actions et parts de fonds d'investissement	1 347	4 412	2 470	558	8 787
systèmes d'assurances et de garanties	2 006	39	120	5	2 170
Passifs financiers²	1 473	9 501	13 072	3 031	27 077
dont : numéraires et dépôts	0	0	5 706	119	5 825
titres de créances	0	641	1 502	2 155	4 298
crédits	1 275	2 290	445	320	4 330
actions et parts de fonds d'investissement	9	5 749	2 431	44	8 233
systèmes d'assurances et de garanties	0	0	2 184	3	2 187
Solde des produits dérivés	0	0	- 30	1	- 29
Patrimoine financier net³	3 638	- 2 136	97	- 1 762	- 163
Patrimoine (ou valeur nette)⁴	11 145	2 321	367	190	14 023

1. Y c. entrepreneurs individuels et institutions sans but lucratif au service des ménages.

2. Hors produits dérivés.

3. Différence entre les actifs financiers et les passifs financiers.

4. Différence entre l'ensemble des actifs et les passifs financiers.

Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux - base 2010.

Dispositifs d'épargne salariale

	2006	2010	2015
Participation			
Montant brut distribué ¹	6 926	7 380	6 363
Nombre de bénéficiaires ²	4 981	4 939	4 522
Montant moyen en euros	1 391	1 494	1 407
Intéressement			
Montant brut distribué ¹	6 391	7 185	8 040
Nombre de bénéficiaires ²	4 076	4 646	4 537
Montant moyen en euros	1 568	1 546	1 772
Plan d'épargne entreprise (PEE)			
Montant brut distribué ¹	1 290	1 338	1 486
Nombre de bénéficiaires ²	2 339	2 256	2 267
Montant moyen en euros	551	593	656

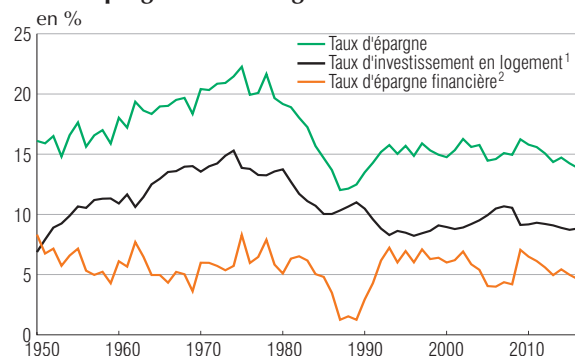
1. En millions d'euros.

2. En milliers.

Champ : France métropolitaine, entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole, hors intérim et secteur domestique.

Source : Dares.

Taux d'épargne des ménages de 1950 à 2016



1. Rapport entre la formation brute de capital fixe des ménages et le revenu disponible brut.

2. Rapport entre la capacité de financement des ménages et le revenu disponible brut.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Taux d'épargne des ménages dans quelques pays de l'UE

en %

	2000 (r)	2005 (r)	2010 (r)	2016
Allemagne	15,2	16,2	16,8	17,1
Autriche	15,8	16,1	14,8	13,4
Belgique	15,9	14,8	14,9	11,2
Danemark	2,5	3,5	8,6	11,2
Espagne	10,5	9,3	10,1	7,7
Finlande	9,7	7,9	9,8	6,0
France	14,5	14,2	15,5	(p) 13,5
Hongrie	12,9	14,7	11,1	10,5
Italie	11,4	10,6	12,7	(p) 13,1
Pays-Bas	10,5	9,2	9,2	(p) 5,8
Portugal	11,5	11,0	12,7	11,2
Rép. tchèque	9,0	6,5	11,0	5,2
Royaume-Uni	12,9	15,3	12,9	12,8
Slovénie	7,1	8,4	14,6	18,2
UE	11,9	11,5	12,1	11,0

Note : taux d'épargne en % du revenu disponible brut des ménages.

Source : Eurostat (extraction du 7 décembre 2017).

Taux de détention par grand type d'actif en 2015

en % des ménages

Patrimoine financier	90,1
Livrets d'épargne	85,6
Patrimoine immobilier	62,6
Ensemble assurance-vie, épargne retraite	43,8
Épargne-logement	31,9
Valeurs mobilières	16,2

Champ : ménages ordinaires.

Source : Insee, enquêtes Patrimoine 2014-2015.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double -
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. À contrario, l'indicateur d'inflation sous-jacente, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Fonction de consommation	Pondération ¹		
	2016	Moyenne annuelle	Glissement 16/15 déc. à déc. ²		2016	Moyenne annuelle	Glissement 16/15 déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,2	0,6	Transport	1 479	-1,0	1,8
Ensemble (hors tabac)	9 805	0,2	0,6	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Communications	288	0,7	0,6
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services postaux	16	3,8	3,8
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Tabac	195	0,1	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Habillement	340	0,5	0,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Distribution d'eau et autres services	157	1,0	1,1	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Éducation	4	1,3	1,6
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Soins personnels	282	0,0	0,2
Outils pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Assurances	289	2,1	1,3
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Services financiers	38	2,4	2,7
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

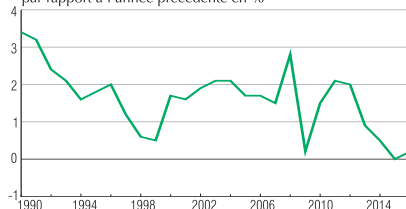
Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15		16/15
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	0,8	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	Zone euro	1,1
Irlande	-0,2	UE	1,2
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales

Des graphiques d'illustration

Titre du thème